

Réponses à la demande de compléments au cas par cas – Réf 2024-8269

Vous trouverez ci-dessous les réponses aux remarques reçues dans votre courrier du 12/11/2024 sur le projet du port de la Meule à l'île d'Yeu.

Onglet 3 : Les travaux seront réalisés dans un espace remarquable du littoral.

Onglet 4.1 : Le futur sanitaire sera bien adossé sur un bâtiment (dépendance d'habitation de 1979) d'une propriété contiguë appartenant à une tierce personne.

Onglet 4.3.2 et 6.1 : voir annexe 10 page 2 (plan de principe de gestion des eaux de ruissèlement et plan des revêtements et réseaux)

Un seul ouvrage de récupération des eaux pluviales sera installé, il s'agira bien d'un accodrain en fonte prévu dans le projet.

La commune de l'Ile d'Yeu est concernée par un schéma directeur de gestion des eaux pluviales dont la révision a été effectuée de concert avec la révision du PLU en 2013.

Ce règlement indique que sur les secteurs sensibles vis à vis des débordements de cours d'eau, des mesures doivent être appliquées. Le site du projet n'est pas concerné par ces derniers. En effet, une zone humide à plusieurs centaines de mètres au nord effectue déjà un rôle de tampon des ruissèlements amont. Le surplus est dirigé via une canalisation de diamètre 300 mm qui dirige les eaux directement vers la mer. Le site du projet n'est donc pas concerné par les dispositions du schéma directeur relative aux débordements des cours d'eau.

Cependant, le schéma directeur précise que sur les zones déjà urbanisée, une amélioration de la gestion doit être recherchées notamment par des "mesures de rétention de type noues ou tranchées de stockage, ou bassins de rétention pourront être mises en œuvre sur les zones d'urbanisation du bassin versant en favorisant au maximum l'infiltration des eaux de ruissellement dans le sol et en limitant le débit de fuite à 3 l/s/ ha de zone aménagée. Sur les sols sableux, et /ou peu profonds, les noues devraient être bien adaptées."

Le projet prévoyant un stockage en noue pour toute la partie nord, la gestion des eaux pluviales sera améliorée à l'échelle globale du projet. Le projet est donc en cohérence avec le schéma directeur.

Concernant le formulaire Natura 2000, un avis favorable a été envoyé par la DDTM de Vendée le 29 octobre 2024 (en annexe 12).

Onglet 4.5 :

Concernant le chevauchement du domaine portuaire c'est déjà le cas à ce jour avec l'implantation actuel du site. Il n'y aura pas de modification de l'existant et donc pas d'impact supplémentaire. Il n'y a donc pas de procédure particulière.

Le projet est situé en site classé et en espaces remarquables loi littoral (Nr et Nmr).

Les réglementations concernant la nécessité de permis d'aménager et de dépôt de dossier au CDNPS sont détaillées ci-dessous :

- Article R*421-19 du Code de l'Urbanisme dispose que « Dans le périmètre des sites patrimoniaux remarquables, les abords des monuments historiques, les sites classés ou en instance de classement et les réserves naturelles doivent être précédés de la délivrance d'un permis d'aménager :
 - les aménagements mentionnés aux h, i et j de l'article [R. 421-19](#), quelle que soit leur importance ;
 - les affouillements et exhaussements du sol dont la hauteur, s'il s'agit d'un exhaussement, ou la profondeur dans le cas d'un affouillement, excède deux mètres et portant sur une superficie supérieure ou égale à cent mètres carrés ;
 - la création d'un espace public.
- Les monuments naturels ou les sites classés ne peuvent ni être détruits, ni être modifiés dans leur état ou leur aspect sauf autorisation spéciale. (Art. L.341-10 du code de l'environnement)

L'autorisation spéciale est délivrée par le préfet lorsqu'elle est demandée pour des modifications de l'état des lieux ou de leur aspect résultant :

- 1° d'ouvrages mentionnés aux articles R. 421-2 à R.421-8 du code de l'urbanisme à l'exception de ceux prévus par l'article R. 421-3 ;
- 2° des constructions, travaux ou ouvrages soumis à déclaration préalable ;
- 3° de l'édification ou de la modification de clôtures.

En dehors de ces trois types de demandes, toutes les demandes d'autorisation spéciale de travaux relèvent de la compétence du ministre chargé des sites, après avis de l'architecte des bâtiments de France, de l'inspecteur des sites de la DREAL et de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites. (Art. R. 341-12 du code de l'environnement)

Onglet 4.6 : Le projet est localisé sur plusieurs zones **Nr** « espaces compris dans le périmètre NATURA 2000 terrestre, les espaces terrestres remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel ou culturel du littoral, loi littoral - article L146-6 du C.U. » et **Nmr** « espaces compris dans le périmètre NATURA 2000 maritime, les espaces maritimes remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel ou culturel du littoral, loi littoral - article L146-6 du C.U. » au PLU.

Onglet 4.7.2 : le projet initial n'a pas été concerné par une évaluation environnementale (NA = Non applicable)

Risque naturel de submersion : Effectivement la commune est concernée par le risque côtier (inondation par submersion marine). Ainsi, le site du projet peut également être concerné par ce risque.

Onglet 6.2 :

Aucun autre projet n'a été récemment aménagé. Les constructions voisines datent toutes d'avant 1980.

Annexe 4 : L'annexe 4 a été modifiée en conséquence et des photos de l'état du perré ont été rajoutées sous différents points de vue.

Plan des abords (annexe 6) :

L'annexe 6 a été détaillée pour respecter la demande de compléments. Aucun cours d'eau ni plan d'eau n'apparaît sur les cartes officielles. Concernant l'affectation des terrains on retrouve des zones naturelles à proximité du site (Nr et Nmr au PLU), une zone balnéaire (port) et une zone résidentielle au Nord.


Cheminement privé / SPPL :

Le cheminement piéton sur la parcelle privée du restaurant est le seul cheminement piéton possible pour rejoindre le sentier littoral. Il apparaît sur l'annexe 5 (trait bleu). En période estivale, le flux des promeneurs engendre un passage continu au niveau de la terrasse du restaurant, d'où la nécessité de réhabiliter l'ancien perré très dégradé afin d'améliorer la lisibilité des différents accès.

Aucune réglementation de servitude de passage des piétons sur le littoral (SPPL) n'est propre à la commune de l'île d'Yeu. Cette servitude est encadrée par les lois du 31 décembre 1976, pour la servitude de passage longitudinale (parallèle au rivage) et du 3 janvier 1986, dite loi littorale.

Aujourd'hui, le circuit pédestre emprunte autant de voies publiques que de terrains privés et ne constitue pas une entité juridique en soi. La notion de sentier côtier désigne la totalité du tracé ouvert le long du littoral. La SPPL est une des composantes du sentier du littoral mais, à la différence du circuit pédestre général, elle ne porte que sur des terrains privés et ne concerne donc qu'une partie du sentier du littoral.

Annexe 8 :

La bande des 100 mètres d'inconstructibilité de la loi littorale est matérialisée selon la légende suivante 

Le tracé du site du projet (tiret rouge) est bien présent sur la carte du PLU (p. 3). Pour la qualité de l'image, elle provient du site Géoportail de l'urbanisme. Le PLU présent sur le site de la commune de l'île d'Yeu n'est pas plus lisible (échelle pas adaptée).

L'annexe 8 a été modifiée suite à la demande de compléments (p. 3, 4, 17) concernant les espaces remarquables du littoral et la loi littorale.

Le formulaire des incidences Natura 2000 a été transmis le 24 octobre 2024 à la DDTM de Vendée. Un avis favorable a été reçu le 29 octobre 2024 et est transmis en annexe 12 de ce dossier. Il reprend et fixe les mesures préconisées dans les parties mesures de réduction et d'accompagnement du diagnostic Faune Flore. L'annexe 8 a été modifiée en ce sens.

Annexe 9 : L'évaluation des incidences Natura 2000 a été validée par les services de la DDTM le 29 octobre 2024 (voir annexe 12).